HAL
open science

Fukushima, c'était déjà demain

Cécile Asanuma-Brice

To cite this version:

Cécile Asanuma-Brice. Fukushima, c'était déjà demain. Franckushima, 2016. hal-02615057

HAL Id: hal-02615057

https://hal.science/hal-02615057v1

Submitted on 4 Jun 2020

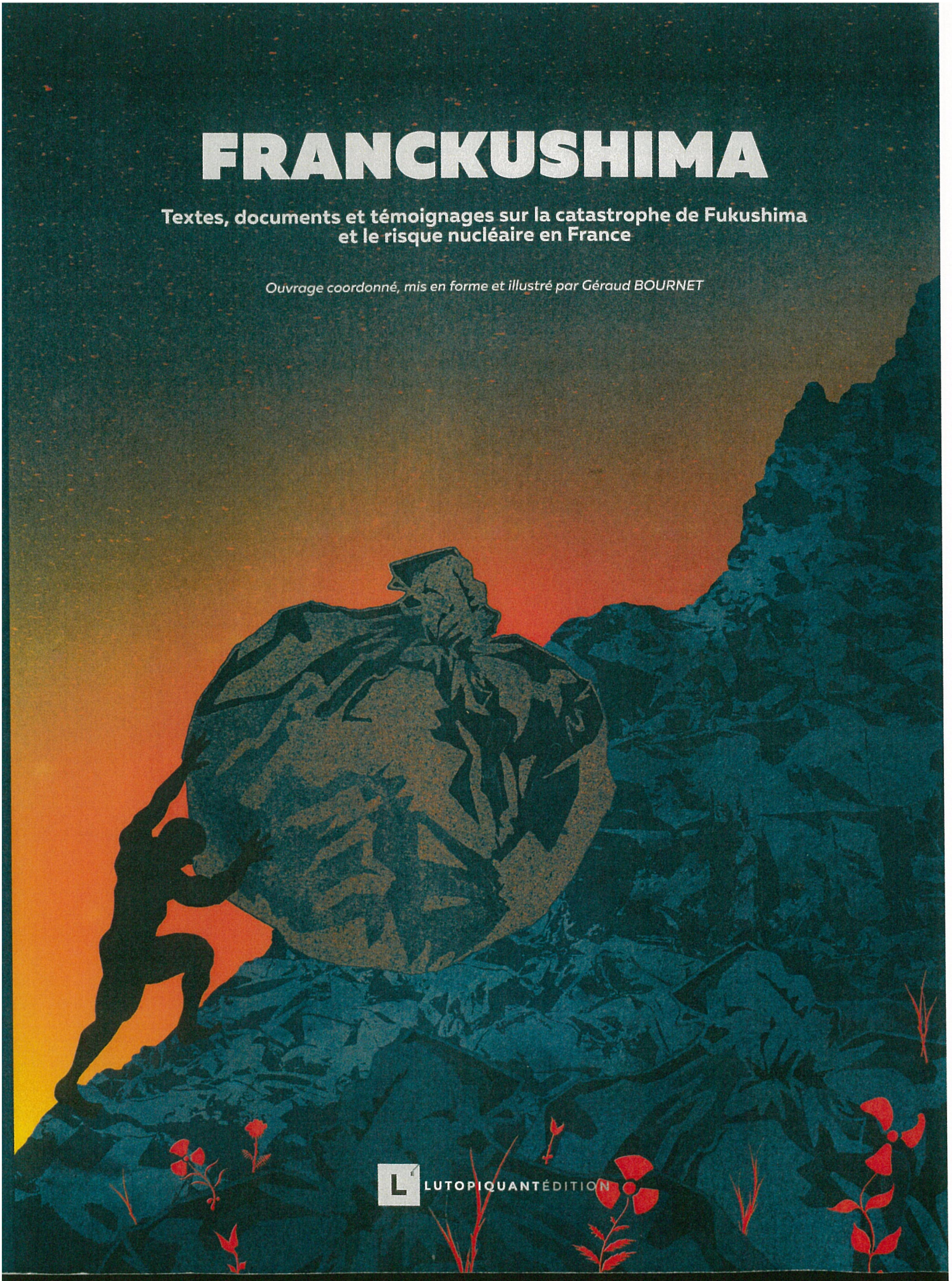
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FRANCKUSHIMA

Textes, documents et témoignages sur la catastrophe de Fukushima et le risque nucléaire en France

Ouvrage coordonné, mis en forme et illustré par Géraud BOURNET



L'UTOPIQUANT ÉDITION

procès des réfugiés, aux travaux de décontamination, aux mesures de la radioactivité, aux études sur les centrales et les radiations. Nous sommes en train de faire tout ce qui est concevable.

Aidez-nous. N'oubliez pas Fukushima.

Même si le fardeau que nous devons porter est excessivement lourd, et notre chemin extrêmement difficile, supportons-nous les uns les autres sans détourner le regard. Continuons à vivre légèrement et joyeusement. Étant dans des ténèbres profondes, allumons des lumières solides, une par une. Attendons les personnes qui vont apporter des fleurs, même si elles ne sont encore que des petites graines sous la neige. Rappelons sans cesse que nous sommes des êtres libres. Nous ne sommes prisonniers ni de la société nucléaire, ni des lois de défense.

Rappelons-le sans cesse.

Soyez amoureux de vous-même. Prenez soin de vos compagnons de chemin. Personne ne peut arrêter notre rêve. C'est à chacun d'entre nous d'imaginer et de créer un monde sans guerre et sans nucléaire.

Ruiko MUTO

Depuis les terres contaminées, novembre 2015

[1] Shinzo ABE est premier ministre du Japon depuis décembre 2012.
[2] Législation qui permet désormais aux troupes japonaises de combattre à l'étranger, adoptée en 2015.

FUKUSHIMA
c'était déjà demain

Le « choc Fukushima » aurait pu être l'occasion d'une remise en cause des politiques liées au nucléaire. Loin de là, au comble du paradoxe, ce qui « n'est que » le quatrième « accident »[1] d'ampleur mondiale aura simplement permis d'améliorer les préparatifs pour le cinquième, le sixième et ceux qui suivront... jusqu'à notre extinction ultime.

Autant d'accidents par ailleurs déjà envisagés dans le plus grand cynisme par ceux-là mêmes qui élaborent le programme de retour sur les zones contaminées (ETHOS), que ce soit à Tchernobyl ou à Fukushima, estimant que nous devons accepter le risque inhérent à l'évolution de nos sociétés. Si Günther ANDERS[2] s'interrogeait dès les années 1960, avec pessimisme, sur notre capacité à contrôler le développement technique constitutif de cette évolution, en termes d'imagination, d'émotion ou de morale, nous nous devons de constater que plus d'un demi-siècle n'aura pas suffi à faire évoluer la réflexion, encore moins la mise en action sur ce point, bien au contraire.

Pourtant, nombreux sont ceux d'entre nous, pour qui la prise de conscience est effective.

Faire face à la menace commune du danger atomique

Bien qu'un certain nombre de personnes se soit rassemblé autour d'un intérêt commun d'opposition au nucléaire civil et militaire, cela ne se traduit que rarement par des actes de désobéissance civile. Au contraire, les mouvements s'assagissent et semblent attendre justice du système-même qui les aura trompés. Sans évoquer ceux qui ont pris le chemin à rebours, soit ceux qui, dans un sursaut de conscience plus accru à chaque accident, ont exprimé leur désapprobation quant à la poursuite de l'utilisation du nucléaire, bien qu'ayant parfois été acteur de la production des centrales nucléaires françaises à un moment de leur carrière. Ceux-là se sont, en partie, tus face à l'hostilité d'une minorité administrative gouvernante qu'une opposition au nucléaire génère sans raison, mais inévitablement. Ceux-là mêmes qui, par peur du courage, font passer leur peur pour du courage n'ont, jusqu'à présent, pas su maintenir leur position sur la durée.

Mais, il est néanmoins quelques rares exemples, comme Bernard LAPONCHE, polytechnicien, ancien ingénieur du CEA, à qui l'on doit d'avoir démontré[3] que, non seulement le nucléaire était bien trop coûteux pour nos sociétés, dans sa production ainsi que par la gestion impossible du stockage des déchets qu'il produit, mais également que, loin d'apporter une indépendance énergétique, il rendait la France toujours plus dépendante des pays d'où provient l'uranium nécessaire au fonctionnement de ses centrales. Il souligne les effets de communication du lobby nucléaire, notamment sur la question de la réduction du CO_2 qui est bien moindre que les chiffres officiellement avancés. Il persiste et signe : l'augmentation exponentielle des besoins énergétiques de la planète, planifiée dans les années 70, n'est plus du tout adaptée à la situation actuelle, qui voit l'avènement de nouvelles possibilités techniques nous permettant de consommer toujours moins d'énergie alors que la production peut être désormais en partie assurée par le parc des énergies renouvelables. Cette planification s'avère donc totalement caduque.

Nos sociétés ne peuvent plus se permettre d'investir à fond perdu dans une industrie nucléaire bien trop dispendieuse

L'obsolescence de l'homme est peut être la seule chose qui soit pérenne dans cette histoire et qui le poussera à sa fin. Une histoire dont la tête servirait à marcher et les jambes à penser. Plus aucune motivation économique ne peut aujourd'hui justifier la continuité de l'engagement français dans le nucléaire. Alors qu'AREVA affiche un spectaculaire déficit de 4 milliards d'euros, l'international ne cesse de bouder le nouvel EPR[4] jugé bien trop coûteux, pour une technologie néanmoins gravement défaillante si l'on en croit les malfaçons de la cuve rendues publiques en juillet 2015, bien que connues d'AREVA depuis 2007[5]. Est-il responsable de notre part de confier une telle technologie aux mains d'entrepreneurs, qui eux, ne le sont manifestement pas ?

La facture du stockage des déchets radioactifs « à vie longue » sur le sol français vient s'ajouter aux coûts de façon non négligeable. Le projet d'enfouissement CIGEO (Bure) qui prévoit un réseau de galeries de 220 km de long, sur une surface de 15 km² à 500 mètres sous terre, est estimé à 33 milliards d'euros sur 100 ans[6]... une pacotille.

Le parc vieillissant, les accidents se succèdent. L'explosion et les incendies de la centrale de Doël en Belgique fin 2015 ont rappelé que sans tremblement de terre ni tsunami, une centrale nucléaire peut, pour une raison ou une autre, être en prise à des dysfonctionnements qui auront des répercussions plus ou moins graves, mais ne seront jamais anodines.

Néanmoins, l'arrogance des « experts de la solution des problèmes »[7] persévère dans cette politique du pansement sur jambe de bois, par une nouvelle vague de distribution d'iodure de potassium en France dès janvier 2016. Ainsi, le directeur général adjoint de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, en charge de la distribution, Alain DELMESTRE de déclarer : « Il ne s'agira pas seulement d'une campagne de distribution d'iode mais aussi d'une campagne d'information sur le risque nucléaire. »[8] En effet, une telle campagne ne pouvait tomber plus à point, car, quoiqu'on en dise et quoique l'on cherche à nous faire croire, la filière du nucléaire se porte mal en France, comme ailleurs.

Où en sommes-nous aujourd'hui à Fukushima ?

Plus de 9 millions de sacs[9] comprenant 1 mètre cube de déchets contaminés répartis sur 114 700 sites au sein de la préfecture de Fukushima ou en bord de mer, n'attendent que le prochain tsunami pour se répandre de nouveau sur le continent. Les dernières inondations se sont déjà chargées d'emporter une partie des débris au gré des flots. La nature œuvrant à sa reconquête, certains sacs, d'une durée de vie de trois ans, sont transpercés par les germes fleurissants de part et d'autre.

Si les efforts sont réels (pour les travailleurs qui mènent les travaux sans protection adéquate) et visibles aux yeux de tous, ils sont donc parfaitement vains. Sysiphe aura su une fois de plus jouer de son mythe [10]. Car c'est bien la communication qui est en jeu.

Il faut montrer. Depuis le début de la gestion de la catastrophe de Fukushima, le gouvernement et les autorités internationales ont cherché à faire passer via le discours ou via des actes infructueux dans la réalité, non une transformation de la réalité, mais un message. Ce message consiste à redonner confiance aux citoyens en mettant en avant leur capacité à contrôler, à maîtriser, à gérer la catastrophe.

Dans les faits, ces institutions sont dans l'incapacité technique et morale de maîtriser quoique ce soit. En outre, les conséquences sanitaires sont réelles et ne se taisent pas. Le corps parle. Lui ne ment pas. Ainsi, l'accroissement du nombre de cancers de la thyroïde chez les enfants de moins de 18 ans, rendu public par le professeur TSUDA [11], est bien réel et tel (de 20 à 50 fois le taux naturel dans certaines régions) qu'il ne peut relever, comme le prétendent les autorités en charge de l'enquête, d'un dépistage systématique ou d'un plus grand perfectionnement de l'outillage médical.

Quand le taux tue

En dépit des évidences, le gouvernement japonais, avec le soutien des institutions internationales prévoit la réouverture de la zone d'évacuation avant 2018. Cela ne signifie pas pour autant que l'on aurait réussi à retrouver le même niveau de radiation environnementale que celui d'avant l'accident. Ou que l'on aurait démontré qu'il n'y aurait pas d'effets sanitaires. Loin de là. Le but étant de prouver que l'on sait gérer une catastrophe nucléaire alors qu'on ne le sait pas, les institutions internationales jouent de tours de prestidigitation via le relèvement des taux de sécurité dits « acceptables » pour la population afin de permettre la réouverture de la zone d'évacuation, au pied d'une centrale dont la déliquescence se poursuit au fil du temps.

Ainsi, le Journal Officiel de l'union européenne (on notera ici que cela ne concerne pas uniquement le Japon) du 17 janvier 2014 préparait le terrain en annonçant : « Sans préjudice des niveaux de référence fixés pour les doses équivalentes, les niveaux de référence exprimés en dose efficace sont fixés dans l'intervalle de 1 à 20 millisievret[12] (mSv) par an pour les situations d'exposition existantes et de 20 à 100 mSv (aiguë ou annuelle) pour les situations d'exposition d'urgence. » [13] Prenant le pas de la Commission Internationale de Protection Radiologique qui fait référence en la matière, le ministère de l'Environnement japonais soutient, dans un rapport d' août 2014, qu'en-deçà de 100 mSv/an, il n'y aurait aucune conséquence sur la santé au grand dam des épidémiologues, spécialistes de ces questions.

À ce rythme, on peut prévoir qu'il n'y aura même plus de zone d'évacuation lors d'un prochain accident. Cela permettra de faire chuter encore un peu plus le calcul du coût du risque de l'industrie nucléaire. C'est d'ailleurs ce que prévoit le plan CODIRPA [14], élaboré pour la France par l'Agence de Sécurité Nucléaire en 2005, dont l'objectif est clair, puisqu'il s'agit de gérer « la réhabilitation des conditions de vie dans les zones contaminées. »

Car, loin d'être un problème japo-nippon, la gestion des conséquences de l'explosion de la centrale de Fukushima nous a permis de réaliser quelles ont été ou quelles seront les politiques françaises et internationales en la matière. Il était donc nécessaire de mettre ces deux contextes l'un au regard de l'autre, ce que propose cet ouvrage. Un large éventail de thèmes y est abordé, mettant en exergue la complexité de la situation, la multiplicité des acteurs et leurs positions parfois antagonistes, démontrant par là-même l'impossibilité de la gestion de la situation après un accident nucléaire, dont les conséquences sont bien trop multiples et colossales pour que l'être humain puisse les maîtriser. Ainsi, quel qu'en soient les motivations, militaires ou énergétiques, nous ne pouvons envisager d'avenir que via une dénucléarisation massive et mondiale.

Cécile ASANUMA-BRICE
Yokohama, janvier 2016

---

[1] Après Tchernobyl (Ukraine, 1986), Three Mile Island (États-Unis, 1979), Kychtym (Russie, 1957).
[2] Intellectuel autrichien né en 1902 qui s'est intéressé aux défis techniques et éthiques contemporains. Il a largement participé à la critique de la modernité technique et de l'industrie nucléaire.
[3] Bernard LAPONCHE, Benjamin DESSUS. *En finir avec le nucléaire*. Éditions du Seuil, 2011.
[4] European Pressurised Reactor. Réacteur de troisième génération développé par AREVA, en construction à Flamanville (Manche) depuis 2007.
[5] Jean-Michel BEZAT. *AREVA connaissait de longue date les anomalies de l'EPR de Flamanville*. Le Monde, 7 juillet 2015.
[6] Nathalie Fontrel, Planète environnement, France Inter : http://www.franceinter.fr/
[7] Termes de Hannah Arendt. *Du mensonge à la violence*. 1969.
[8] Le Figaro, 26 décembre2015
[9] Mainichi, 10 décembre 2015
[10] Personnage de la mythologie Grecque puni pour avoir osé défier les dieux. Sisyphe devra rouler un rocher jusqu'au sommet d'une montagne sans jamais atteindre son but et ce éternellement.
[11] Épidémiologique, université d'Okayama.
[12] Le Sievert est l'unité permettant d'exprimer l'exposition aux radiations et de calculer la dose reçue. En France, la limite de dose admissible est de 1 mSv/an pour le public et de 100 mSv sur 5 ans pour les travailleurs du nucléaire.
[13] Page L13/39 (Annexe I, article 1).
[14] CODIRPA : COmité DIRecteur pour la gestion de la phase Post – Accidentelle.

4 ans plus tard

CNRS, Le journal, 16 mars 2015

Quatre ans après l'accident nucléaire, la chercheuse Cécile ASANUMA-BRICE[1] décrypte la politique qui vise à inciter les évacués à réintégrer les zones encore contaminées.

Combien de personnes restent déplacées ? Dans quelles conditions vivent-elles ?
Cécile ASANUMA-BRICE : Le gouvernement japonais fait état de 118 812 personnes déplacées[2], dont 73 077 à l'intérieur du département de Fukushima et 45 735 à l'extérieur, ce qui représente une baisse puisque les mêmes statistiques officielles affichaient 160 000 personnes déplacées en 2011, quelques mois après la catastrophe. En réalité, le nombre de personnes déplacées est bien plus élevé que cela. Le système d'enregistrement mis en place par l'administration est extrêmement contraignant et une partie non négligeable des habitants n'a pas voulu s'y plier.

J'ai personnellement interviewé plusieurs familles regroupées au sein d'associations qui ont refusé cet enregistrement, car cela aboutissait à leur faire perdre des droits, notamment quant à la gratuité de leur suivi médical.

Dans un premier temps, le gouvernement japonais a ouvert à la gratuité le parc des logements publics vacants sur l'ensemble du territoire aux personnes qui souhaitaient s'installer ailleurs. Cette mesure était positive, même si elle ne s'est pas accompagnée de politiques d'aide à l'emploi qui auraient permis une intégration durable des nouveaux migrants dans les territoires d'accueil. En outre, cette directive a pris fin en décembre 2012. Simultanément, des logements provisoires ont été construits mais en partie sur des zones contaminées selon la carte de répartition de la contamination produite par le ministère de la Recherche du gouvernement japonais.

Dans la loi, la vie dans ces logements est limitée à deux ans en raison de l'inconfort des lieux. Mais le provisoire est en train de durer. Les réfugiés qui vivent sur ces terrains vacants aux marges des villes ont à leur charge la consommation d'électricité, de gaz et d'eau, et sont également contraints d'acheter les aliments qu'ils produisaient autrefois, la plupart d'entre eux étant fermiers. Le revenu de compensation de 100 000 yens (environ 750 euros) par mois qui leur est versé par TEPCO, l'entreprise de gestion de la centrale, est insuffisant pour couvrir ces frais.

Enfin, des logiques de discrimination commencent à apparaître, pointant les réfugiés comme des « assistés », ce qui est extrêmement mal considéré dans un pays qui place très haut la valeur du travail. ■

[1] Résidente au Japon depuis près de quinze ans, Cécile ASANUMA-BRICE travaille au bureau du CNRS à Tokyo et est chercheuse associée au centre de recherche de la Maison franco-japonaise de Tokyo et au Laboratoire international associé « Protection humaine et réponse au désastre » (HPDR) créé par le CNRS et d'autres institutions françaises et japonaises, à la suite de la catastrophe de Fukushima.
[2] Résultats de l'enquête de la préfecture de Fukushima au 30 janvier 2015.

À Fukushima, la population est dans une situation inextricable

Cécile ASANUMA-BRICE [1]
CNRS, Le journal, 16 mars 2015

« Le gouvernement cherche à créer un sentiment de nostalgie par rapport au territoire d'origine. C'est extrêmement vicieux. Par exemple, alors que les enfants commençaient enfin à s'établir et à se réintégrer sur leur lieu de refuge, on a organisé des ateliers avec leurs anciens camarades de classe de Fukushima. On les replonge avec leurs anciens amis, on les fait cuisiner, en leur expliquant que les légumes viennent du jardin du grand-père, de la tante. On leur raconte des légendes fabuleuses. Et quand le gamin revient chez lui, il demande : "Maman, on rentre quand à la maison ?"
Cela génère une plaie ouverte. Les gens ne peuvent jamais s'établir. Psychologiquement, c'est invivable. » ▸

[1] Résidente au Japon depuis près de quinze ans, elle travaille au bureau du CNRS à Tokyo et est chercheuse associée au centre de recherche de la Maison franco-japonaise de Tokyo et au Laboratoire international associé « Protection humaine et réponse au désastre » créé par le CNRS et d'autres institutions françaises et japonaises, à la suite de la catastrophe de Fukushima.

« Le gouvernement entretient soigneusement l'idée d'un retour possible et tend à rouvrir progressivement les zones qui étaient interdites à l'habitation. »

Les populations expriment-elles le souhait de rentrer chez elles ? Quel est l'état d'esprit dominant ?

Cécile ASANUMA-BRICE : Beaucoup de familles sont installées loin de leur village d'origine tandis que les pères continuent de travailler dans le département où elles vivaient. Une majorité d'entre elles sont propriétaires de leur maison ou appartement. Elles ont emprunté pour cela et il leur est par conséquent très difficile de tout abandonner sans l'application d'un droit au refuge, soit l'assurance d'une compensation financière et d'une aide à la recherche d'emploi dans la région d'accueil. Cela serait envisageable si l'on considère les sommes faramineuses consacrées à la décontamination inefficace des territoires. Ces habitants sont mis dans une situation inextricable et cela se traduit par un taux de divorce élevé, de même que celui des suicides et des dépressions nerveuses...

Néanmoins, le gouvernement entretient soigneusement l'idée d'un retour possible et tend à rouvrir progressivement les zones qui étaient interdites à l'habitation. Ainsi, la zone de réglementation spéciale qui recouvrait les neuf collectivités locales autour de la centrale a été totalement supprimée, ce qui recouvre une population de 76 420 personnes. Un peu moins de deux tiers d'entre elles – 51 360 personnes exactement – se trouvent dans la zone de « préparation à l'annulation de la directive d'évacuation » – dont le taux de contamination est en deçà de 20 millisieverts par an –, ce qui signifie qu'elles peuvent se déplacer librement dans cette zone durant la journée afin d'entretenir leur habitat ou d'y travailler. L'annulation de la directive a été effective en partie en 2014. Dans la zone de restriction de résidence, qui concerne 25 % des habitants, il est permis d'entrer et de sortir librement pendant la journée mais pas de travailler.

Vous dénoncez l'abus du concept de résilience, utilisé pour, dites-vous, « assigner la population à demeure ».

Pour convaincre les gens de revenir, les pouvoirs publics s'appuient sur le concept de résilience qui fait, en l'espèce, l'objet d'un abus épistémologique. Des approches concernant la résilience psychologique, écologique et urbaine sont mélangées afin de suggérer l'abandon de la fuite à ceux qui obéiraient encore à leur instinct primaire d'angoisse face aux dangers ! La communication sur le risque joue un rôle important pour faire passer ce concept de résilience.

Il faut faire admettre que nous vivons désormais dans « la société du risque » pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Ulrich BECK qui a théorisé cette idée. La société du risque, selon lui, c'est une société où l'état d'exception menace d'y devenir un état normal. Dans le cas présent, les normes de protection sont bouleversées pour limiter la surface de la zone d'évacuation et permettre l'illusion d'un retour à la normale.

Ainsi, le taux de radioactivité dans l'air comme au sol excède par endroit dix à vingt fois le taux de contamination internationalement admis comme acceptable pour la population civile, soit 1 mSv/an. Dès avril 2011, les autorités ont relevé cette norme à 20 mSv/an dans la région la plus polluée, et il est actuellement question de la relever à 100 mSv/an ! Même chose dans l'alimentation, où le taux d'acceptabilité maximal de la radioactivité a varié. Cette stratégie de communication a disposé en 2014 d'un budget de plus 2 millions d'euros qui ont permis, si j'ose dire, « d'éduquer » aux risques sanitaires pour mieux rassurer, par le biais, par exemple, de l'organisation d'ateliers sur la radioactivité et le cancer destinés aux écoliers de classes primaires de la région de Fukushima, de la distribution de manuels scolaires apprenant à gérer la vie dans un environnement contaminé, ou encore de campagnes télévisuelles pour des produits frais en provenance de la zone contaminée vantant l'efficacité de la décontamination, qui n'a toujours pas été prouvée.

Cette stratégie repose sur un programme déjà appliqué à Tchernobyl.

Les acteurs impliqués dans la gestion du désastre japonais sont en partie les mêmes que ceux qui ont « géré » la crise nucléaire de Tchernobyl. C'est le cas notamment de Jacques LOCHARD, directeur du CEPN (Centre d'Étude sur l'évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire), ainsi que du docteur Shunichi YAMASHITA, membre de la commission d'enquête sanitaire, l'un des premiers à avoir prôné le relèvement de la norme de sécurité à 100 mSv/an, ou encore du professeur NIWA de l'université médicale de Fukushima. Ce psychiatre argumente en faveur d'un retour des habitants en réponse aux taux de dépression et de suicide croissants liés à la douleur de l'éloignement de leur pays natal. De fait, les réfugiés sont privés de liberté de décision sur leur propre sort puisqu'on ne leur donne ni les moyens de pouvoir partir ni ceux de se réintégrer totalement. ▸

« Les acteurs impliqués dans la gestion du désastre japonais sont en partie les mêmes que ceux qui ont "géré" la crise nucléaire de Tchernobyl. »

Autrement dit, on les contraint à devoir gérer leur quotidien dans un environnement contaminé. C'est justement l'objet du programme Ethos Fukushima, qui fait suite au programme ETHOS Tchernobyl, l'un comme l'autre dirigés par Jacques LOCHARD et dans lesquels les docteurs YAMASHITA et NIWA jouent un rôle fondamental. Ce programme est basé sur le calcul du coût/bénéfice en matière de radioprotection et vise à apprendre aux habitants à gérer leur quotidien dans un environnement contaminé, la migration étant jugée trop coûteuse.

Ce programme a également pour but de relancer l'économie dans les régions touchées par la catastrophe, en incitant à la consommation de produits alimentaires issus des zones contaminées. Des accords sont ainsi passés avec des chaînes de supermarchés présentes sur l'ensemble du territoire et qui orientent leur distribution vers la vente d'articles quasi exclusivement en provenance des territoires touchés.

Comment réagissent les populations concernées ?

Ce lavage de cerveau fonctionne en partie, même si la résistance est de taille compte tenu de l'enjeu sanitaire. Il est vrai que cette politique de communication va très loin dans la manipulation des esprits. C'est ainsi que sont organisés des ateliers qui consistent à faire redécouvrir aux enfants qui sont partis la culture du terroir de leur origine. Du personnel administratif de la préfecture de Fukushima, entre autres des psychologues, prend donc contact avec des familles sur leur lieu de refuge, leur expliquant qu'ils souhaitent organiser des rencontres entre les enfants du même âge des anciennes classes dissolues de la région afin qu'ils ne perdent pas contact. Là, ils les font cuisiner ensemble en leur expliquant, notamment, la provenance de chaque ingrédient (par exemple le terroir des grands-parents). Ainsi, on crée la nostalgie chez l'enfant que l'on culpabilise d'avoir abandonné ses amis et son pays natal. Tout cela est créé de toute pièce mais fonctionne malheureusement. L'enfant, alors qu'il commençait enfin à recréer de nouveaux repères dans sa ville d'accueil, rentre dans sa famille en demandant la date à laquelle ils retourneront chez eux, à Fukushima... Certaines familles ne sont pas dupes et luttent pour l'organisation de réseaux d'accueil des réfugiés qui visent à les aider à mieux s'insérer et organisent des séances durant lesquelles on explique les pièges dans lesquels il ne faut pas tomber. ■